

256. Waver
 257. Welkenraedt
 258. Wellin
 259. Yvoir

Gezien om te worden gevoegd bij het ministerieel besluit van 21 september 2017 tot afwijking van de regels inzake de groene betaling aan verschillende Waalse gemeenten getroffen door de erkende droogte in 2017.

Namen, 21 september 2017.

De Minister van Landbouw, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme,
 Erfgoed en afgevaardigd bij de Grote Regio,

R. COLLIN

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2017/205212]

28 SEPTEMBRE 2017. — Arrêté ministériel portant exécution de l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 janvier 2015 relatif à la reconnaissance des organisations de producteurs, associations d'organisations de producteurs et organisations interprofessionnelles et exécutant les articles 6 et 7 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 août 2013 relatif aux relations contractuelles dans le secteur du lait et des produits laitiers en ce qui concerne le contrôle du respect des conditions de reconnaissance des organisations de producteurs, associations d'organisations de producteurs et des organisations interprofessionnelles

Le Ministre de l'Agriculture,

Vu le Règlement (UE) n°1308/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant organisation commune des marchés des produits agricoles et abrogeant les Règlements (CEE) n° 922/72, (CEE) n° 234/79, (CE) n° 1037/2001 et (CE) n° 1234/2007 du Conseil;

Vu le Code wallon de l'Agriculture, les articles D.4, D.195 et D.196;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 janvier 2015 relatif à la reconnaissance des organisations de producteurs, associations d'organisations de producteurs et organisations interprofessionnelles, les articles 11, 14, 17, 20, 22 et 26;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 août 2013 relatif aux relations contractuelles dans le secteur du lait et des produits laitiers, l'article 6;

Vu le rapport du 26 octobre 2016 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu la concertation entre les Gouvernements régionaux et l'autorité fédérale, intervenue le 18 février 2016 et approuvée le 1^{er} avril 2016;

Vu l'avis 60.358/4 du Conseil d'Etat, donné le 23 novembre 2016, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnée le 12 janvier 1973,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — Définitions

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1° l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 août 2013 : l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 août 2013 relatif aux relations contractuelles dans le secteur du lait et des produits laitiers;

2° l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 janvier 2015 : l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 janvier 2015 relatif à la reconnaissance des organisations de producteurs, associations d'organisations de producteurs et organisations interprofessionnelles;

3° les organisations reconnues : les organisations reconnues conformément à l'article 3 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 août 2013 et à l'article 4 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 janvier 2015.

CHAPITRE II. — *La reconnaissance des organisations de producteurs, associations d'organisations de producteurs et organisations interprofessionnelles en exécution des articles 11, 14, 17, 20 et 26, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 janvier 2015*

Art. 2. En application de l'article 11, alinéa 2, 1°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 janvier 2015, le nombre minimal de membres que compte une organisation de producteurs pour être reconnue est fixé à vingt membres.

En dérogation à l'alinéa 1^{er}, le nombre minimal de membres que compte une organisation de producteurs active dans l'agriculture biologique pour être reconnue est fixé à dix membres.

En dérogation à l'alinéa 1^{er}, le nombre minimal de membres que compte une organisation de producteurs active dans la production d'un produit de niche pour être reconnue est représentatif du secteur.

Pour l'application de l'alinéa 3, l'on entend par :

1° une production d'un produit de niche : une production qui concerne moins de trois pourcents des producteurs wallons;

2° une organisation de producteurs représentative active dans un produit de niche : une organisation dont au moins quarante pourcents de producteurs, concernés par cette production d'un produit dit de niche, font partie de l'organisation de producteur.

Art. 3. En application des articles 14 et 17 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 janvier 2015, afin de pouvoir bénéficier de la reconnaissance, les organisations précisent dans leurs statuts qu'elles sont constituées pour une période minimale d'un an.

Art. 4. En application de l'article 20 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 janvier 2015, l'organisation reconnue introduit auprès du service compétent visé à l'article 5 une demande d'extension des règles qui comporte au minimum les éléments suivants :

- 1° l'identification de l'organisation et le secteur concerné;
- 2° la preuve de la représentativité de l'organisation en Région wallonne;
- 3° les accords, décisions ou pratiques concertées dont elle souhaite l'extension ainsi que la motivation de la demande;
- 4° la période d'application demandée et sa motivation.

La preuve de la représentativité mentionnée à l'alinéa 1^{er}, 2°, s'apprécie en comparant le nombre de membres et le nombre de producteurs du produit concerné.

En application de l'article 26 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 janvier 2015, le Département des Politiques européennes et des Accords internationaux de l'Administration est désigné comme service compétent chargé des missions prévues à l'article 26, 1° à 4° et 6°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 janvier 2015. Le Département de la Police et des Contrôles de l'Administration est désigné comme autorité compétente pour l'application des contrôles prévus à l'article 26, 5°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 janvier 2015.

CHAPITRE III. — *Le contrôle du respect des conditions de reconnaissance des organisations de producteurs, associations d'organisations de producteurs et des organisations interprofessionnelles en exécution des articles 6 et 7 de l'arrêté du gouvernement du 29 août 2013 et des articles 22 et 23 de l'arrêté du Gouvernement du 22 janvier 2015*

Art. 5. Les organisations reconnues transmettent chaque année, au plus tard pour le 31 mars, au Département des Politiques européennes et des Accords internationaux, les éléments suivants :

- 1° la liste des membres de l'organisation actualisée au 1^{er} janvier de l'année en cours;
- 2° pour les organisations de producteurs reconnues et les associations d'organisations de producteurs reconnues, le volume et la valeur de la production commercialisée par les membres au cours de l'année civile précédente;
- 3° un rapport d'activités couvrant les actions menées au cours de l'année civile précédente établi en lien avec les objectifs poursuivis par l'organisation reconnue et avec le plan d'actions visé sous 4°, ainsi que l'évolution des moyens techniques et humains dont dispose l'organisation reconnue;
- 4° un plan d'actions couvrant les activités à mettre en œuvre pendant l'année civile en cours;
- 5° une copie des extraits de procès-verbaux des assemblées générales tenues au cours de l'année civile précédente concernant les décisions relatives aux statuts et aux règles de fonctionnement des organisations reconnues, l'adhésion de nouveaux membres, la démission et l'exclusion de membres;
- 6° pour les associations d'organisations de producteurs reconnues et les organisations interprofessionnelles reconnues, les actes de reconnaissance des organisations membres ayant adhéré au cours de l'année civile précédente.

Art. 6. L'Administration procède au contrôle du respect des conditions de reconnaissance de l'organisation sur base des documents visés à l'article 5 dans les 6 mois de l'introduction de la demande.

Aux fins de la réalisation du contrôle visé à l'alinéa 1^{er}, l'Administration peut demander à l'organisation reconnue tout autre document nécessaire pour compléter le contrôle administratif. Le cas échéant, l'Administration effectue un contrôle sur place.

Art. 7. Lorsqu'un contrôle sur place a lieu, un représentant de l'organisation reconnue cosigne le rapport de contrôle établi par l'Administration.

L'Administration envoie au plus tard le rapport approuvé à l'organisation dans les 3 mois qui suivent le contrôle.

Art. 8. § 1^{er}. Lorsque le contrôle mené par l'Administration montre des non-conformités en ce qui concerne le respect des critères de reconnaissance, l'Administration envoie à l'organisation un plan de mise en conformité accompagné d'un calendrier contenant des échéances s'étalant sur une durée de maximum 3 mois.

§ 2. Au terme du délai fixé en vertu du paragraphe 1^{er}, l'Administration effectue un contrôle de mise en conformité. Namur, le 28 septembre 2017.

R. COLLIN

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2017/205212]

28. SEPTEMBER 2017 — Ministerieller Erlass zur Ausführung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 22. Januar 2015 über die Anerkennung der Erzeugerorganisationen, der Vereinigungen von Erzeugerorganisationen und der Branchenverbände und zur Ausführung der Artikel 6 und 7 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 29. August 2013 über die Vertragsbeziehungen im Sektor Milch und Milcherzeugnisse hinsichtlich der Kontrolle der Einhaltung der Bedingungen für die Anerkennung der Erzeugerorganisationen, der Vereinigungen von Erzeugerorganisationen und der Branchenverbände

Der Minister für Landwirtschaft

Aufgrund der Verordnung (EU) Nr. 1308/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 17. Dezember 2013 über eine gemeinsame Marktorganisation für landwirtschaftliche Erzeugnisse und zur Aufhebung der Verordnungen (EWG) Nr. 922/72, (EWG) Nr. 234/79, (EG) Nr. 1037/2001 und (EG) Nr. 1234/2007 des Rates;

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft, Artikel D.4, D.195 und D.196;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 22. Januar 2015 über die Anerkennung der Erzeugerorganisationen, der Vereinigungen von Erzeugerorganisationen und der Branchenverbände, Artikel 11, 14, 17, 20, 22 und 26;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 29. August 2013 über die Vertragsbeziehungen im Sektor Milch und Milcherzeugnisse, Artikel 6;

Aufgrund des Berichts vom 26. Januar 2016, aufgestellt in Übereinstimmung mit Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben;

Aufgrund der am 18. Februar 2016 erfolgten und am 1. April 2016 genehmigten Konzertierung zwischen den Regionalregierungen und der Föderalbehörde;

Aufgrund des am 23. November 2016 in Anwendung des Artikels 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens Nr. 60.358/4 des Staatsrats;

Beschließt:

KAPITEL I — *Definitionen*

Artikel 1. Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° Erlass der Wallonischen Regierung vom 29. August 2013: der Erlass der Wallonischen Regierung vom 29. August 2013 über die Vertragsbeziehungen im Sektor Milch und Milcherzeugnisse;

2° Erlass der Wallonischen Regierung vom 22. Januar 2015: der Erlass der Wallonischen Regierung vom 22. Januar 2015 über die Anerkennung der Erzeugerorganisationen, der Vereinigungen von Erzeugerorganisationen und der Branchenverbände;

3° anerkannte Organisationen: die gemäß Artikel 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 29. August 2013 und Artikel 4 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 22. Januar 2015 anerkannten Organisationen.

KAPITEL II — Anerkennung der Erzeugerorganisationen, der Vereinigungen von Erzeugerorganisationen und der Branchenverbände in Ausführung der Artikel 11, 14, 17, 20, 22 und 26 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 22. Januar 2015

Art. 2. In Anwendung von Artikel 11 Absatz 2 Ziffer 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 22. Januar 2015 wird die Mindestanzahl Mitglieder, die eine Erzeugerorganisation zählen muss, um anerkannt zu werden, auf zwanzig Mitglieder festgelegt.

Abweichend von Absatz 1 wird die Mindestanzahl Mitglieder, die eine in der biologischen Landwirtschaft aktive Erzeugerorganisation zählen muss, um anerkannt zu werden, auf zehn Mitglieder festgelegt.

Abweichend von Absatz 1 ist die Mindestanzahl Mitglieder, die eine bei der Erzeugung eines Nischenprodukts aktive Erzeugerorganisation zählen muss, um anerkannt zu werden, eine für den jeweiligen Sektor repräsentative Anzahl.

Zur Anwendung von Absatz 3 gelten folgende Definitionen:

1° Erzeugung eines Nischenprodukts: eine Erzeugung, die weniger als drei Prozent der wallonischen Erzeuger betrifft;

2° eine für ein Nischenprodukt aktive, repräsentative Erzeugerorganisation: eine Organisation, von der mindestens vierzig Prozent der an der Erzeugung eines als Nischenprodukt gewerteten Erzeugnisses beteiligten Erzeuger Mitglieder sind.

Art. 3. Damit sie anerkannt werden können, legen die Organisationen in Anwendung der Artikel 14 und 17 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 22. Januar 2015 in ihren Satzungen fest, dass sie für einen Zeitraum von mindestens einem Jahr gebildet werden.

Art. 4. In Anwendung von Artikel 20 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 22. Januar 2015 reicht die anerkannte Organisation bei der in Artikel 5 genannten zuständigen Dienststelle einen Antrag auf Ausdehnung der Vorschriften ein, der mindestens die folgenden Elemente enthält:

1° die Identifizierung der Organisation und des betroffenen Sektors;

2° den Nachweis dafür, dass die Organisation in der Wallonischen Region als repräsentativ gilt;

3° die Vereinbarungen, Beschlüsse oder aufeinander abgestimmten Praktiken, deren Ausdehnung sie sich erwünscht, sowie die Begründung des Antrags;

4° den erwünschten Anwendungszeitraum, und die entsprechende Begründung.

Den in Absatz 1 Ziffer 2 erwähnten Nachweis dafür, dass die Organisation als repräsentativ gilt, erhält man, indem man die Anzahl Mitglieder mit der Anzahl Erzeuger des betreffenden Produkts vergleicht.

In Anwendung von Artikel 26 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 22. Januar 2015 wird innerhalb der Verwaltung die Abteilung europäische Politik und internationale Abkommen als zuständige Dienststelle bestimmt, die mit den Aufgaben nach Artikel 26 Ziffern 1 bis 4 und 6 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 22. Januar 2015 beauftragt ist. Innerhalb der Verwaltung wird die Abteilung Polizei und Kontrollen als zuständige Behörde für die Durchführung der Kontrollen nach Artikel 26 Ziffer 5 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 22. Januar 2015 bestimmt.

KAPITEL III — Kontrolle der Einhaltung der Bedingungen für die Anerkennung der Erzeugerorganisationen, der Vereinigungen von Erzeugerorganisationen und der Branchenverbände in Ausführung der Artikel 6 und 7 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 29. August 2013 und der Artikel 22 und 23 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 22. Januar 2015

Art. 5. Die anerkannten Organisationen übermitteln der Abteilung europäische Politik und internationale Abkommen jedes Jahr, spätestens zum 31. März, die folgenden Elemente:

1° die am 1. Januar des laufenden Jahres aktualisierte Liste der Mitglieder der Organisation;

2° für die anerkannten Erzeugerorganisationen und Vereinigungen von Erzeugerorganisationen, die Menge und den Wert der von den Mitgliedern im Laufe des vorangehenden Kalenderjahres vermarkteten Erzeugnisse;

3° einen Tätigkeitsbericht betreffend die im Laufe des vorigen Kalenderjahrs durchgeführten Aktionen, in Verbindung mit den von der anerkannten Organisation verfolgten Zielen und mit dem Aktionsplan nach Ziffer 4, sowie die Entwicklung der technischen und menschlichen Mittel, über welche die anerkannte Organisation verfügt;

4° einen Aktionsplan, der die während des laufenden Kalenderjahrs einzuleitenden Aktivitäten deckt;

5° eine Kopie der Protokollauszüge der Generalversammlungen, die im Laufe des vorigen Kalenderjahrs stattgefunden haben, in Bezug auf die Beschlüsse betreffend die Satzungen und Funktionsregeln der anerkannten Organisationen, den Beitritt neuer Mitglieder, den Rücktritt und den Ausschluss von Mitgliedern;

6° für die anerkannten Vereinigungen von Erzeugerorganisationen und die anerkannten Branchenverbände, die Anerkennungsurkunden der Organisationen, die ihnen im Laufe des vorigen Kalenderjahres angeschlossen waren.

Art. 6. Die Verwaltung nimmt die Kontrolle der Einhaltung der Bedingungen für die Anerkennung der Erzeugerorganisation aufgrund der in Artikel 5 genannten Dokumente binnen 6 Monaten nach der Einreichung des Antrags vor.

Zwecks der Durchführung der in Absatz 1 genannten Kontrolle kann die Verwaltung von der anerkannten Organisation jegliches sonstige zur Durchführung der administrativen Kontrolle erforderliche Dokument verlangen. Gegebenenfalls führt die Verwaltung eine Kontrolle vor Ort vor.

Art. 7. Wenn eine Kontrolle vor Ort stattfindet, wird der von der Verwaltung erstellte Kontrollbericht von einem Vertreter der anerkannten Organisation mitunterzeichnet.

Binnen 3 Monaten nach der Kontrolle schickt die Verwaltung den genehmigten Bericht der Organisation zu.

Art. 8. § 1. Wenn die von der Verwaltung durchgeführte Kontrolle Regelwidrigkeiten betreffend die Einhaltung der Anerkennungskriterien aufweist, schickt die Verwaltung der Organisation einen Plan zur Angleichung an die Vorschriften zu, dem ein Zeitplan mit Fristen über höchstens drei Monate beigefügt wird.

§ 2. Am Abschluss des kraft Paragraph 1 festgelegten Zeitraums führt die Verwaltung eine Kontrolle der Einhaltung der Vorschriften vor.

Namur, den 28. September 2017

R. COLLIN

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2017/205212]

28 SEPTEMBER 2017. — Ministerieel besluit houdende uitvoering van het besluit van de Waalse Regering van 22 januari 2015 tot erkenning van de producentenorganisaties, de unies van producentenorganisaties en brancheorganisaties en tot uitvoering van de artikelen 6 en 7 van het besluit van de Waalse Regering van 29 augustus 2013 betreffende de contractuele betrekkingen in de sector melk en zuivelproducten wat betreft de controle op de naleving van de erkenningsvoorwaarden van de producentenorganisaties, de unies van producentenorganisaties en brancheorganisaties

De Minister van Landbouw,

Gelet op Verordening (EU) nr. 1308/2013 van het Europees Parlement en de Raad van 17 december 2013 tot vaststelling van een gemeenschappelijke ordening van de markten voor landbouwproducten en tot intrekking van de Verordeningen (EEG) nr. 922/72, (EEG) nr. 234/79, (EG) nr.1037/2001 en (EG) nr. 1234/2007 van de Raad;

Gelet op het Waalse Landbouwwetboek, artikelen D.4, D.195 en D.196;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 22 januari 2015 tot erkenning van de producentenorganisaties, de unies van producentenorganisaties en brancheorganisaties, inzonderheid op de artikelen 11, 14, 17, 20, 22 en 26;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 29 augustus 2013 betreffende de contractuele betrekkingen in de sector melk en zuivelproducten, inzonderheid op artikel 6;

Gelet op het rapport van 26 oktober 2016, opgemaakt overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het overleg tussen de Gewestregeringen en de federale overheid op 18 januari 2016 en goedgekeurd op 1 april 2016;

Gelet op het advies 60.358/4 van de Raad van State, gegeven op 23 november 2016, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Definities*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° het besluit van de Waalse Regering van 29 augustus 2013: het besluit van de Waalse Regering van 29 augustus 2013 betreffende de contractuele betrekkingen in de sector melk en zuivelproducten;

2° het besluit van de Waalse Regering van 22 januari 2015: het besluit van de Waalse Regering van 22 januari 2015 tot erkenning van de producentenorganisaties, de unies van producentenorganisaties en brancheorganisaties;

3° de erkende organisaties: de organisaties erkend overeenkomstig artikel 3 van het besluit van de Waalse Regering van 29 augustus 2013 en artikel 4 van het besluit van de Waalse Regering van 22 januari 2015.

HOOFDSTUK II. Erkenning van de producentenorganisaties, de unies van producentenorganisaties en brancheorganisaties overeenkomstig de artikelen 11, 14, 17, 20, 22 en 26 van het besluit van de Waalse Regering van 22 januari 2015

Art. 2. Overeenkomstig artikel 11, tweede lid, 1°, van het besluit van de Waalse Regering van 22 januari 2015 wordt het minimum ledental dat een producentenorganisatie telt om erkend te worden, op 25 leden bepaald.

In afwijking van het eerste lid wordt het minimum ledental dat een in de biologische landbouw actieve producentenorganisatie telt om erkend te worden, op 10 leden bepaald.

In afwijking van het eerste lid is het minimum ledental dat een in de productie van een nicheproduct actieve producentenorganisatie telt om erkend te worden, representatief voor de sector.

Voor de toepassing van het derde lid wordt verstaan onder:

1° een productie van een nicheproduct: een productie die minder dan drie percent van de Waalse producenten betreft;

2° een in de productie van een nicheproduct actieve producentenorganisatie : een organisatie waarvan minstens veertig percent producenten, die bij deze productie van een zogenaamd nicheproduct betrokken zijn, deel uitmaken van de producentenorganisatie.

Art. 3. Overeenkomstig de artikelen 14 en 17 van het besluit van de Waalse Regering van 22 januari 2015 bepalen de organisaties in hun statuut, om voor de erkenning in aanmerking te komen, dat ze voor minimum één jaar worden opgericht worden.

Art. 4. Overeenkomstig artikel 20 van het besluit van de Waalse Regering van 22 januari 2015 dient de erkende organisatie bij de in artikel 5 bedoelde bevoegde dienst een aanvraag tot uitbreiding van de voorschriften in, die minstens de volgende elementen bevat:

1° de identificatie van de organisatie en de betrokken sector;

2° het bewijs van de representativiteit van de organisatie in het Waalse Gewest;

3° de akkoorden, beslissingen of onderling afgestemde feitelijke gedraging waarvan ze de uitbreiding wenst alsook de motivering van de aanvraag;

4° de aangevraagde toepassingsperiode en de motivering ervan.

Het bewijs van de in het eerste lid, 2°, bedoelde representativiteit wordt beoordeeld door het aantal leden en het aantal producenten van het betrokken product te vergelijken.

Overeenkomstig artikel 26 van het besluit van de Waalse Regering van 22 januari 2015 wordt het Departement Europees Beleid en Internationale Akkoorden van de Administratie aangewezen als bevoegde dienst belast met de opdrachten bedoeld in artikel 26, 1° tot 4° en 6°, van het besluit van de Waalse Regering van 22 januari 2015. Het Departement Ordehandhaving en Controles van de Administratie wordt aangewezen als bevoegde overheid voor de toepassing van de controles bedoeld in artikel 26, 5°, van het besluit van de Waalse Regering van 22 januari 2015.

HOOFDSTUK III. — Controle op de naleving van de erkenningsvoorwaarden van de producentenorganisaties, de unies van producentenorganisaties en brancheorganisaties overeenkomstig de artikelen 6 en 7 van het besluit van de Regering van 29 augustus 2013 en de artikelen 22 en 23 van het besluit van de Regering van 22 januari 2015

Art. 5. Jaarlijks en uiterlijk op 31 maart verstrekken de erkende organisaties de volgende elementen aan het Departement Europees Beleid en Internationale Akkoorden :

1° de op 1 januari van het lopende jaar bijgewerkte lijst van de leden van de organisatie;

2° wat de erkende producentenorganisaties en unies van producentenorganisaties betreft, de omvang en de waarde van de productie die in de loop van het vorige jaar in de handel is gebracht door de leden;

3° een activiteitenverslag betreffende de tijdens het vorige kalender jaar gevoerde acties, dat opgemaakt is in verband met de door de erkende organisatie nagestreefde doelstellingen en met het actieplan bedoeld in 4°, alsook de ontwikkeling van de technische en menselijke middelen waarover de erkende organisatie beschikt;

4° een actieplan betreffende de tijdens het lopende kalenderjaar uit te voeren activiteiten;

5° een afschrift van de uittreksels van de notulen van de algemene vergaderingen die tijdens het vorige kalenderjaar gehouden zijn en die betrekking hebben op de beslissingen betreffende de statuten en werkingsregels van de erkende organisaties, de toetreding van nieuwe leden, het ontslag en de uitsluiting van leden;

6° wat de erkende unies van producentenorganisaties en brancheorganisaties betreft, de akten van erkenning van de organisaties die tijdens het vorige kalenderjaar zijn toetgetreden.

Art. 6. Op grond van de in artikel 5 bedoelde documenten gaat de Administratie over tot de controle op de naleving van de erkenningsvoorwaarden van de organisatie binnen zes maanden na de indiening van de aanvraag.

Om de in het eerste lid bedoelde controle uit te voeren kan de Administratie elk ander document dat nodig is om de administratieve controle aan te vullen, aan de erkende organisatie vragen. In voorkomend geval voert de Administratie een controle ter plaatse uit.

Art. 7. Wanneer een controle ter plaatse wordt verricht, ondertekent een vertegenwoordiger van de erkende organisatie het door de Administratie opgemaakte controleverslag mede.

De Administratie zendt het goedgekeurde verslag aan de Administratie uiterlijk binnen drie maanden na de controle.

Art. 8. § 1. Wanneer de door de Administratie uitgevoerde controle op gebreken inzake conformiteit betreffende de naleving van de erkenningscriteria wijst, zendt de Administratie de organisatie een plan om opnieuw te voldoen aan de voorwaarden samen met een tijdschema met termijnen die zich over maximum 3 maanden uitstrekken.

§ 2. Na afloop van de krachtens § 1 bepaalde termijn, verricht de Administratie een controle om na te leven of de conformiteit in acht genomen wordt.

Namen, 28 september 2017.

R. COLLIN